

Appel à contributions pour un dossier de *Politique africaine* à paraître en 2011

Coordinatrice : Marie-Aude Fouéré

Tanzanie : l'imaginaire national à l'épreuve du post-socialisme

En 2010, la République Unie de Tanzanie aura tourné depuis exactement 25 ans la page de la voie originale de développement qui avait été à l'origine de son succès dans la sphère universitaire et développementaliste. L'intégration de la Tanzanie au processus de libéralisation économique en 1985 a fait table rase de la visée économique du socialisme à l'africaine (*ujamaa*) théorisé par le président Julius Nyerere et mis en œuvre par ses gouvernements successifs. En 1992, la fin du monopartisme a ouvert la scène politique à des voix critiques issues des partis d'opposition et de la société civile en formation. La rapidité et la radicalité des changements induits par l'adoption du capitalisme de libre marché et par la démocratisation de la vie politique viennent interroger la force de l'ancrage d'une « culture politique » nationale originale, dont le complexe écheveau présidant à sa construction pendant la période socialiste avait été dénoué par D.-C. Martin. Ce sont aussi bien les modes de fonctionnement des sphères politiques, économiques et sociales qui en ont été bouleversés que les rapports sociaux au quotidien et les représentations du lien social. Les élections présidentielles et parlementaires du mois d'octobre 2010, qui seront les quatrièmes depuis l'introduction du multipartisme, seront indéniablement une caisse de résonance des tensions encore contenues, mais manifestement croissantes, que ces changements provoquent dans la société tanzanienne.

Un quart de siècle est une période courte à l'échelle politique pour dresser des bilans approfondis, mais ce numéro de *Politique africaine* souhaite, au-delà de la simple exploitation de la symbolique du chiffre, porter un éclairage original sur les récentes dynamiques politiques, économiques et sociales qui caractérisent la Tanzanie contemporaine. Il s'agit en effet, dans ce dossier, de réunir des contributions par des politistes, des sociologues, des historiens et des anthropologues qui, partant de la description et de l'analyse des processus et des effets des transformations qui ont cours aujourd'hui, proposeront des réflexions critiques sur les nouveaux imaginaires de la nation tanzanienne qui se donnent à voir à travers eux. Les principaux changements économiques et sociaux aujourd'hui décelables, tels la prégnance du commerce sur les activités de production, la marginalisation des campagnes par rapport aux zones urbaines, le délitement des services sociaux et de l'enseignement, ou encore l'augmentation des pratiques prédatrices des élites politiques et économiques génèrent des résistances souterraines et/ou des formes de contestation manifestes qui sont traversées de nouvelles expressions et représentations de la communauté nationale. Il conviendra particulièrement de rendre compte des effets de résonance et d'opposition entre les représentations passées de la nation dont les traces persistent encore, nourries d'une idéologie nyérériste construite en relation à des principes socialistes et humanistes à vocation universelle, et ces imaginaires contemporains pluriels allant du nationalisme d'État classique et des « nationalismes ordinaires », à des formes de particularismes marquant la résurgence de l'ethnisme, du racialisme et du communautarisme religieux. Si l'État tanzanien est un entrepreneur central d'imaginaire moral unifiant, par son contrôle fort sur les processus et les espaces de la production et de la diffusion des idées, les partis politiques d'opposition et la société civile constituent des acteurs à part entière dans l'expression de ce que devrait être ou

pourrait être une nation tanzanienne. Par ailleurs, même si les modalités de socialisation politique ont favorisé la sédimentation idéologique d'un sentiment national au sein de la population tanzanienne, les changements politiques, économiques et sociaux actuels induisent des modes localisés d'action et d'expression du politique renvoyant, en dernière instance, à des imaginaires politiques en construction.

On sélectionnera de préférence des travaux issus de terrains intensifs et localisés qui fournissent des matériaux de première main récents et inédits, et intègrent pleinement d'un côté, le niveau national et global qui s'y répercute et, de l'autre, les diverses temporalités qui se combinent pour produire des représentations du politique ; à savoir, pour n'en tracer que les grandes lignes, un passé précolonial et colonial producteur de divisions identitaires mais qui, revisité, a fourni les ferments d'une unité à l'échelle de la nation ; une mémoire de la période socialiste encore vivace, particulièrement dans sa dimension d'idéaux nationaux ; une modernité capitaliste ayant introduit des nouvelles représentations des rapports individu/société. Sans négliger les institutions (partis, gouvernement) comme sites privilégiés de construction d'un imaginaire national, il serait souhaitable que les travaux explorent différentes sphères sociales où des représentations du lien national s'énoncent et/ou se mettent pratique. On souhaiterait publier des contributions qui, gardant en ligne de mire une analyse multiscalair des récits nationaux post-socialistes, portent leur attention sur les objets suivants : l'État, les partis d'opposition, les élections ; l'économie, le pouvoir et la richesse ; société civile et protestations collectives ; les lieux de la marginalisation sociale, économique et politique à la ville et à la campagne. Les objets ici proposés n'ont rien de définitifs : il s'agit avant tout de rassembler des textes ouverts à différents sites d'observation, mais aussi à différentes traditions disciplinaires et à des angles d'approche variés, qui témoigneront d'un renouvellement théorique et méthodologique dans le traitement de l'expression des imaginaires de la nation au regard des transformations politiques, économiques et sociales en Tanzanie contemporaine.

Les propositions d'articles, d'une page, doivent être envoyées par courriel à Marie-Aude Fouéré (marieaude.fouere@gmail.com) avant le 15 juillet 2009. Il est prévu que les versions définitives des propositions sélectionnées seront à soumettre avant le 30 janvier 2010.

Marie-Aude FOUÉRE
École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)
Centre d'études africaines
96 bd Raspail
75006 PARIS